

La prévention de l'endettement fonctionne-t-elle?

Fondements pour le travail de terrain avec les adolescents et les jeunes adultes

Résumé

A quoi sert cette étude ?

La majorité des jeunes ont un rapport responsable à l'argent et la plupart des jeunes adultes accèdent à l'indépendance sociale et financière sans problèmes majeurs. Toutefois, une partie d'entre eux accumulent des dettes durant cette phase de leur existence, avec des conséquences souvent importantes et durables sur leur avenir personnel et professionnel.

De ce fait, les conseillers en matière de désendettement s'intéressent aussi à la prévention tandis que plusieurs cantons mettent en place ou développent leurs offres dans ce domaine. Les services spécialisés sont tous amenés à se demander comment concevoir, organiser et mettre en œuvre leurs offres de prévention de manière à utiliser leurs ressources de la façon la plus efficace et la plus pertinente possible. Contrairement aux domaines où le travail de prévention peut s'appuyer sur une longue expérience – la violence, les accidents ou les dépendances, par exemple –, la prévention de l'endettement ne dispose guère de connaissances fiables pour évaluer l'efficacité de ses stratégies et de ses méthodes. De ce fait, le centre de conseils en matière d'endettement des cantons d'Argovie et de Soleure (avec le soutien financier de Swisslos Argovie), Plusminus, service de conseils en matière de budget et d'endettement à Bâle (avec le soutien financier de la Fondation Christoph Merian), la Commission fédérale pour l'enfance et la jeunesse (CFEJ) et la Müller-Möhl Foundation ont donné un mandat pour la réalisation d'une étude visant à faire le point des connaissances en la matière et à les rendre utilisables pour le travail de terrain avec les adolescents et les jeunes adultes.

Le mandat a été confié au centre de compétence pour la promotion de la santé et la prévention de la Haute école spécialisée de Lucerne. Cette étude syn-

thétise les résultats de recherches sur l'efficacité de la prévention de l'endettement auprès des adolescents et des jeunes adultes sur la base d'une analyse de la littérature scientifique germanophone et internationale et tente de répondre aux questions suivantes: quelles sont les mesures et les méthodes efficaces dans la prévention de l'endettement et quel rôle y joue l'éducation financière.

Les résultats de l'étude ont été examinés avec le concours d'un groupe d'experts venant de différents horizons (conseils en matière de budget, prévention de l'endettement, formation professionnelle, protection des jeunes, économie, défense des consommateurs, autorités cantonales, fournisseurs d'outils didactiques) qui a formulé des conclusions et des recommandations concrètes pour la prévention de l'endettement.

Le rapport «La prévention de l'endettement fonctionne-t-elle?» fait un tour d'horizon des connaissances actuelles et met en évidence les facteurs permettant effectivement de prévenir l'endettement. Il peut ainsi être utile pour la planification, l'orientation, l'évaluation et l'appréciation de l'efficacité des actions prises dans ce domaine.

A qui la prévention de l'endettement s'adresse-t-elle ?

De manière générale, il importe que tous les adolescents et jeunes adultes sachent gérer leur argent et qu'ils aient des connaissances relatives aux transactions financières de la vie de tous les jours ainsi que des notions d'économie. Des mesures ciblées de prévention de l'endettement sont cependant nécessaires pour les groupes qui, selon les statistiques, courent davantage de risques de s'endetter. L'étude montre que les jeunes adultes âgés de 18 et plus avec

un faible niveau d'éducation, une formation interrompue, un manque de qualification professionnelle et de bas revenus présentent un risque accru de surendettement. Les jeunes hommes sont légèrement plus touchés que les jeunes femmes. Le chômage, un faible statut socio-économique de la famille d'origine et l'endettement des parents augmentent encore ce risque. En comparaison des jeunes adultes, les adolescents sont moins souvent endettés et le sont à un moindre niveau, à l'exception des jeunes qui ont quitté le domicile parental (trop) tôt, qui souffrent d'une dépendance à l'égard de stupéfiants ou qui sont devenus parents à l'adolescence. Un risque particulier touchant les jeunes femmes est celui de s'endetter pour aider leurs partenaires (qui est parfois lui-même surendetté).

Quel type de prévention est efficace ?

Les programmes de prévention de l'endettement devraient idéalement pouvoir s'appuyer sur des connaissances empiriquement étayées. Plusieurs données scientifiques montrent qu'il est possible d'agir efficacement sur certains facteurs psychologiques. Au niveau individuel, la confiance en soi, le contrôle de soi et la capacité à différer une gratification constituent des facteurs de protection importants. Les valeurs et les normes jouent également un rôle crucial : une attitude matérialiste où l'argent fait le bonheur accroît le risque de surendettement, surtout lorsqu'elle a été transmise par les parents et qu'elle est associée à une faible estime de soi, à un caractère facilement influençable et à une grande proximité avec des groupes de jeunes du même âge aux préoccupations également matérialistes. Des adolescents qui subissent une perte de statut social ont en particulier tendance à chercher une compensation dans une consommation excessive. Les mesures préventives doivent donc thématiser les normes établies au sein du groupe de jeunes du même âge et inciter les jeunes à y réfléchir.

Les jeunes qui se sentent capables de bien gérer leur argent et qui disposent d'une certaine marge de manœuvre pour gérer leur argent de manière autonome sont moins souvent surendettés. Une attitude responsable envers l'argent et la consommation, associée à un soutien parental solide et à une bonne estime de soi, permettent de protéger les jeunes face à l'endettement. Toutefois, tous les parents ne semblent pas conscients de l'influence qu'ils exercent sur leurs enfants pour les questions liées à l'argent ; influence qui dure jusqu'à l'âge adulte. Le statut financier des parents, mais surtout leurs attitudes et l'importance qu'ils attachent à l'argent et à

la consommation influencent directement le risque de surendettement de leurs enfants.

Quelles sont les limites de la prévention de l'endettement ?

Les premières dettes sont souvent contractées à un moment critique de l'existence. Le chômage, la maladie et la parentalité précoce font partie des facteurs mis en avant. Des études qualitatives ont en outre montré comment le décès du père ou de la mère, la dépendance au cannabis, l'interruption de la scolarité, l'échec de l'apprentissage ou un départ (trop) précoce du domicile parental peuvent déclencher un processus d'endettement chez les jeunes. Chez les jeunes femmes, l'existence d'une relation de dépendance affective à l'égard du partenaire ou l'achat de meubles marque souvent le début de l'endettement.

S'il n'existe bien sûr pas de mesures préventives pour de tels phénomènes, il est cependant possible de sensibiliser les adolescents et les jeunes adultes à ces risques de sorte qu'ils en aient conscience et qu'ils y soient préparés. Par ailleurs, la recherche a mis en évidence quelques facteurs qui peuvent aider les jeunes à faire face aux moments critiques de leur existence. En font notamment partie des relations solides au sein et en dehors de la famille, mais encore des caractéristiques individuelles qui font qu'un jeune recherche activement des solutions aux problèmes qu'il rencontre et qu'il soit capable de distinguer les situations dont il est responsable de celles sur lesquelles il n'a pas d'influence.

Pourquoi l'information en soi ne suffit-elle pas ?

La financial literacy – c'est-à-dire les connaissances générales concernant la gestion de l'argent – joue un rôle important dans la prévention de l'endettement au niveau pratique. S'il est vrai que de telles connaissances n'exercent pas une action préventive directe, elles ont néanmoins une influence positive sur les attitudes à l'égard de l'argent et de la consommation dans la mesure où elles parviennent à promouvoir la réflexion et une conduite financière responsable. L'éducation financière peut donc être considérée comme un facteur de protection médiateur pour la prévention de l'endettement. Pourtant, des facteurs de protection d'ordre psychologique, comme un bon contrôle de soi, influencent les habitudes en matière de dépenses et de gestion de ses ressources, et donc le risque de s'endetter, davantage que les connaissances en matière financière. Il est donc nécessaire de transmettre aux jeunes des connaissances financières, mais cela ne suffit pas à prévenir l'endettement.

Il n'existe pas en Suisse d'études systématiques portant sur le niveau de connaissances financières pratiques des jeunes ou sur leur maîtrise de notions de base en matière d'économie et de finance. En revanche, la question de savoir comment les enfants peuvent apprendre à bien gérer l'argent a été longuement examinée. Cette analyse a également montré que les normes et les valeurs défendues par les parents sont plus importantes que les connaissances économiques. Il importe que les parents parlent concrètement d'argent et qu'ils ne se contentent pas de vivre leurs valeurs relatives à la gestion de l'argent, mais qu'ils en discutent ouvertement avec leurs enfants. Plusieurs études ont montré que c'est assez rarement le cas au sein des familles.

Est-il nécessaire de lancer de nouveaux projets ?

Au lieu de développer de nouvelles offres de prévention de l'endettement, il pourrait s'avérer judicieux de reprendre des programmes conçus à l'étranger, et dont l'efficacité est prouvée, en les adaptant aux réalités suisses. L'étude approfondie de la littérature internationale a toutefois montré qu'il existe une multitude de projets et de programmes de prévention, mais que très peu seulement ont été examinés sous l'angle de leur efficacité. Les rares évaluations se contentent de mesurer les changements intervenus immédiatement à l'issue du programme ou, tout au plus, trois mois plus tard, de sorte qu'il n'existe pas d'informations relatives aux effets à long terme. D'où l'importance d'une évaluation systématique des offres de prévention de l'endettement mises en œuvre en Suisse.

Des lacunes dans la recherche

Plusieurs études indiquent que la disponibilité de crédits à la consommation et de cartes de crédit, la minimisation des risques de l'endettement dans la publicité et le consumérisme (tout est accessible et tout l'est immédiatement) ont tendance à favoriser le risque d'endettement. Mais les crédits à la consommation ne sont pas la principale cause d'endettement chez les jeunes : leurs dettes se présentent surtout sous la forme de factures impayées, en premier lieu celles relatives aux impôts. Pour l'heure, aucune étude n'analyse l'influence des systèmes fiscaux et des modèles d'assurance sur le surendettement des jeunes adultes. Plus généralement, il manque des bases scientifiques décrivant l'efficacité spécifique de mesures légales en matière de prévention de l'endettement.

Conclusions pour la prévention sur le terrain

Les résultats du rapport ont été discutés, des conclusions en ont été tirées et des recommandations formulées de concert avec un groupe d'experts venus de divers domaines (services de conseil et de prévention en matière d'endettement, protection des jeunes, économie, défense des consommateurs, autorités cantonales, etc.). Les experts soulignent notamment la nécessité de briser le tabou entourant les dettes et l'argent, de concentrer le travail de prévention sur les personnes relais (par ex. les parents, les travailleurs sociaux, les enseignants dans les écoles professionnelles), de mieux informer les parents et d'augmenter les ressources destinées à la prévention de l'endettement.

Lucerne, décembre 2013

Le rapport «La prévention de l'endettement fonctionne-t-elle? Fondements pour le travail de terrain avec les adolescents et les jeunes adultes» est disponible, uniquement en allemand, sur www.hslu.ch (Aktuelles), www.hslu.ch/schuldenpraevention et sur www.schulden.ch (sous Prävention).

Quelques informations relatives aux auteurs et aux mandants

Responsable de projet et auteur de l'étude

Claudia Meier Magistretti, Dr en sciences de la santé et psychologue FSP, chargée de cours et responsable de projet au centre de compétence pour la promotion de la santé et la prévention, Haute école spécialisée de Lucerne, chargée de cours à la Haute école spécialisée en psychologie appliquée (FHNW) et à la Swiss School of Public Health. Projets de recherche nationaux et

internationaux avec pour points forts: études concernant l'efficacité et l'évaluation de projets de prévention et de promotion de la santé, Diversity in Health, encouragement précoce.

Co-auteur

Claudia Arnold, licenciée en sociologie et en économie politique, responsable de projet à l'institut de recherche sur les dépendances et

la santé (ISGF) de l'Université de Zurich. Points forts de sa recherche : migration, prévention des dépendances et promotion de la santé, santé psychosociale.

Mandants

Le centre de conseils en matière d'endettement commun aux cantons d'Argovie et de Soleure

propose des services et des programmes aux personnes surendettées et à leurs proches, pour les aider à comprendre les enjeux, pour stabiliser leur situation financière, à sortir de l'endettement ou à le prévenir. Membre de l'organisation faîtière Dettes Conseils Suisse, il est un des rares organismes en Suisse qui emploie à la fois des experts en matière de conseil et de prévention.

Le centre est financé par le biais de conventions de prestations conclues avec les cantons d'Argovie et de Soleure, par des contributions des églises protestante et catholique romaine et par des cotisations de membres. Swisslos Argovie a participé au financement de l'étude.

Plusminus service de conseils de matière de budget et d'endettement à Bâle est un centre de compétence pour les questions de budget et d'endettement. Depuis 2002, il offre un service de renseignements et des conseils aux personnes endettées tout comme à d'autres services concernés. Dès le début, Plusminus employait un responsable de la prévention – en 2002, c'était le premier poste de ce genre en Suisse – qui a lancé la première campagne axée sur l'endettement des jeunes en Suisse sous le nom de Max.Money. Plusminus est financé par des contributions de la Fondation Christoph Merian (CMS), de Caritas Bâle-Ville et Bâle-Campagne et par une contribution du canton de Bâle-Ville. CMS a participé au financement de l'étude.

La Commission fédérale pour l'enfance et la jeunesse (CFEJ) est une commission extra-parlementaire instaurée par le Conseil fédéral dont

les tâches sont définies à l'art. 22 de la loi sur l'encouragement de l'enfance et de la jeunesse (LEEJ). La CFEJ est chargée entre autres de conseiller le Conseil fédéral en matière de politique de l'enfance et de la jeunesse, d'observer la situation de la jeune génération en Suisse et de proposer des mesures. En outre, elle examine, avant l'édiction de lois et d'ordonnances importantes, les conséquences de ces actes pour les enfants et les jeunes et donne son avis à ce sujet. Enfin, la CFEJ est chargée de sensibiliser l'opinion publique aux attentes et aux besoins des enfants et des jeunes. Vous trouverez les rapports, les prises de position et d'autres informations relatives à la CFEJ sous www.cfej.ch.

La **Fondation Müller-Möhl (MMF)** ne se considère pas comme une institution caritative, mais comme une plateforme favorisant un engagement citoyen vivant et libéral tout en soutenant l'élaboration de stratégies globales et la mise en œuvre de solutions durables. Elle se penche sur des thèmes de politique sociale qui, à son avis, ne reçoivent pas l'attention qu'ils méritent de la part du gouvernement et de l'économie privée. La fondation ne souhaite pas seulement encourager, mais être active sur le plan opérationnel. Elle utilise son indépendance et son statut à part pour mettre en réseau les principales parties prenantes et pour traiter avec efficacité les thèmes sélectionnés. Actuellement, elle mène des initiatives dans les domaines de la formation, de la conciliation de l'activité professionnelle et de la vie de famille ainsi que de la promotion de l'économie suisse et de la philanthropie en général.

Soutien financier

L'étude a été réalisée avec les ressources des mandants et grâce au soutien financier de la **Fondation Christoph Merian**, de **Swisslos** du canton d'Argovie et de la **Haute école spécialisée de Lucerne**.